

pas arbitrairement. Nous avons dans nos services des personnes qui ont vécu à Varsovie, à Prague et à Moscou et qui ont une certaine connaissance de ces populations; ils sont en mesure de suivre ces émissions attentivement. Les fonctionnaires du Service international de Radio-Canada, à Montréal, sont la voix par laquelle nous exprimons les vues du Canada.

M. GRAYDON: Permettez-moi de vous demander de répondre à la question que je vous posais tout à l'heure. Que dites-vous, en général, aux gens qui vivent derrière le rideau de fer? Quel espoir leur offrons-nous? Offrons-nous de les libérer, ou quoi encore?

L'hon. M. PEARSON: Non. Nous essayons de leur tracer un tableau de notre vie dans un pays libre et nous en faisons ressortir la supériorité sur la vie en pays communiste. A l'occasion, nous essayons aussi de leur démontrer l'absurdité et la fausseté des informations que leur offrent leurs journaux, leurs magazines et leurs émissions radiophoniques. Nous recevons un flot continu de renseignements sur la propagande mensongère qui se fait dans ces pays, et nous tâchons, par nos émissions, d'en prouver la fausseté et l'absurdité. Mais, habituellement, nous ne faisons pas appel à leur désir de libération parce que, au stade où nous en sommes, ce ne serait pas à leur avantage. Monsieur le président, les membres du Comité seraient peut-être intéressés d'avoir sur ce sujet un rapport écrit sur lequel la discussion pourrait être basée. Il nous ferait plaisir de leur présenter ce rapport.

M. MACDOUGALL: A ce sujet, monsieur, le président, ces pays éprouvent-ils un très grand désir d'être ce que nous pourrions appeler "démocratisés"? Prenez, par exemple, le cas des îles Micronésiennes où le gouvernement des États-Unis dépense actuellement des millions de dollars pour instaurer la démocratie.

M. CROLL: Où sont-elles situées?

M. MACDOUGALL: Je parle d'une de ces principales îles. Il semble évident qu'en dépit de tout l'argent qu'on dépense à cette fin, les Micronésiens, pour leur part, ne sont pas le moins du monde intéressés à se faire démocratiser. Ils voudraient qu'on les laisse tranquilles. Sommes-nous en train de faire la même erreur dans les autres pays?

L'hon. M. PEARSON: Nous parlions jusqu'ici des pays situés derrière le rideau de fer. Mais nous avons d'autres catégories d'émissions, celles destinées à l'Amérique latine et à d'autres pays amis. Mais pour ce qui est des peuples sous régime communiste qui reçoivent nos autres émissions, ce ne sont pas des Micronésiens! Prenez les Tchécoslovaques, par exemple. C'est un peuple ami de la liberté et, quel que soit son gouvernement actuel, il a réinstauré, après la première guerre, une des plus vivantes, des plus progressives démocraties d'Europe. Ce peuple ne peut pas avoir changé durant l'espace de quatre ou cinq ans; il ne s'agit pas pour nous de le "convertir" à quoi que ce soit. Nous voulons qu'on lui rende sa liberté et non le convertir à l'idée de la liberté. Il n'a pas besoin de conversion! C'est la même chose pour la Pologne. Elle possédait un gouvernement autonome démocratique avant que les communistes ne s'emparent du pouvoir. Même en Russie, il y avait un commencement de démocratie quand les communistes ont pris le pouvoir en 1917.

M. DECORE: Croyez-vous qu'il soit possible de radiodiffuser en Pologne?

L'hon. M. PEARSON: Nous sommes justement à étudier la possibilité de porter nos émissions en ce pays... si nous en avons les moyens.

M. GRAYDON: Existe-t-il un organisme de coordination qui tâche de faire l'unité entre les émissions de la *Voice of America* et la B.B.C.? Ce qui motive ma question, c'est que, d'après les informations que je possède, ces deux services internationaux ne concordent pas toujours dans leurs dires. Par contre, le ministre déclare que notre Service propage les mêmes principes qu'eux. Ce doit